

LES ORIGINES
DU PROBLÈME ETHNIQUE AU BURUNDI

par

Juvénal Mugiraneza

Un nom collectif d'intellectuels burundais.

LES ORIGINES DU PROBLÈME ETHNIQUE AU BURUNDI

1. Avant-propos

Notre propos n'est pas d'ouvrir une polémique avec quelque groupe ethnique que ce soit sur ce problème redevenu sensible dans notre pays.

Nous nous contenterons, avec calme et modération de fournir à tout observateur non averti une rétrospective du problème ethnique burundais. Nous montrerons quand et comment il a pris racine et comment il a évolué jusqu'au moment où il a de nouveau dégénéré en événements sanglants à MARANGARA et NTEGA.

La part que chaque ethnie a prise dans la genèse et le développement de cette crise socio-politique nationale transparaîtra dans notre approche.

Nous montrerons en même temps que toute solution durable du problème suppose un assainissement préalable du climat psychologique qui a prévalu et prévaut encore chez les élites des deux ethnies HUTU et TUTSI.

2. Genèse du problème ethnique, sous la colonisation belge et son évolution sous le régime monarchique.

L'existence d'un antagonisme ethnique au Burundi est un phénomène récent. Il est né de rivalités socio-politiques entre les élites HUTU et TUTSI qui se sont partagées le pouvoir après l'Indépendance. Par la suite il s'est exacerbé au point de générer périodiquement des troubles sanglants dont les médias internationaux fournissent des explications sommaires, encourageant de la sorte les exigences des groupes extrémistes et rendant tout dialogue serein difficile.

Nous remarquerons pour commencer que la conscience de l'appartenance ethnique, séculaire au Burundi, ne constituait pas un sujet conflictuel connu dans nos traditions orales pré-coloniales.

Avant la colonisation belge, les familles royales régnantes mettaient les deux principales ethnies à contribution dans la direction des affaires du pays.

Le régime colonial belge, dans sa recherche d'une "meilleure efficacité du système de l'administration indirecte" opta pour une accentuation très poussée des clivages ethniques en spécialisant chacune dans des rôles déterminés et hiérarchisés. Tout en réformant le système traditionnel de découpage territorial pour constituer des entités administratives, à ses yeux plus viables, le colonisateur institua en même temps un système de préférence ethnique sélectif dans l'octroi des fonctions de baganwa (chefs), de batware (sous-chefs), de barongozi (conseillers principaux) et de bajenama (conseillers locaux).

Ce système de "modernisation" du régime politique indigène supprima une multitude de postes traditionnels que se partageaient les ethnies. Les postes les plus élevés (chefs, sous-chefs) revenaient presque exclusivement aux descendants de la famille royale auxquels le colonisateur adjoignait quelques TUTSI et quelques HUTU seulement. Cette démarche coloniale fut accentuée par une identification ethnique rigoureuse sur les documents officiels individuels. Toutefois, la

préférence dans la sélection aux emplois mise à part, les conditions d'existence de la masse rurale des Batutsi et des Bahutu étaient identiques. Elles le sont encore d'ailleurs aujourd'hui.

Simultanément dans la littérature coloniale administrative et missionnaire on échaffaudait des hypothèses pour expliquer les origines des ethnies qui peuplaient le Burundi et le Rwanda, deux nations comparables à tous égards. De ces essais d'explication hâtive, dans un contexte dominé par les théories racistes alors en vogue en Europe, subsiste une série de clichés et de stéréotypes superficiels sur le caractère bantou des uns, hamitiques ou nilotiques des autres. On a également avancé arbitrairement les dates de colonisation respective du pays par chaque ethnie. Comme les clichés sont tenaces, ils continuent de tenir malgré les démentis opposés par les recherches historiques les plus récentes.

A l'approche de l'Indépendance, l'administration coloniale belge chercha à s'appuyer d'abord sur les notables locaux (bénéficiaires de son système d'administration indirecte). Puis comme si cette seule carte ne suffisait pas, elle entreprit également d'opposer entre eux des "évolués" burundais à partir des critères ethniques. La technique de la division ethnique qui avait si bien réussi au Rwanda échoua au Burundi où la population, encore monarchiste et indifférente aux sirènes de la division, suivit massivement le Prince Louis RWAGASORE qui proposait un programme nationaliste plaçant pour l'Indépendance, l'Unité de tous les Burundi et la recherche du progrès pour tous.

Dépitée par cette victoire qu'elle avait essayé d'empêcher, l'administration belge laissa se développer un complot qui aboutit à l'assassinat du prince Louis RWAGASORE par un tueur à gages, à la solde des rivaux politiques malheureux. En laissant faire ainsi ses protégés, l'objectif de la puissance coloniale était de tuer l'idéal unitaire que RWAGASORE avait insufflé à l'ensemble de la population Burundaise.

Effectivement les successeurs de RWAGASORE ne réussirent pas à gérer la crise de succession.

Le vide politique créé par la mort d'un chef charismatique exceptionnel n'était pas facile à combler sous le régime de MWAMBUTSA, un monarque jouisseur, trop souvent absent du pays et peu compétent. La division ethnique que le colonisateur n'avait pas réussi à imposer s'installa peu à peu dans les cœurs et les esprits à la faveur de querelles byzantines entre les équipes qui se succédaient à la direction du pays pendant les trois premières années qui ont suivi l'Indépendance, acquise en 1962.

Cette situation marquée par des tensions diverses fut aggravée par des drames politiques comme l'assassinat du Premier Ministre Pierre NGENDANDUMWE connu également pour ses positions modératrices dans la classe politique d'alors.

Les circonstances mystérieuses de cet assassinat incitent à penser à un crime perpétré de façon machiavélique pour accélérer l'irréversibilité de l'antagonisme ethnique.

Les tensions allèrent en effet en s'amplifiant à partir de ce moment pour culminer en octobre 1965. Un premier coup de force sanglant d'intellectuels HUTU cherchant à s'emparer du pouvoir éclate. Il s'est joué en plusieurs temps :

- attaque du palais du MWAMI (Roi) et de certaines personnalités politiques dont le Premier Ministre d'alors;
- mutinerie d'une unité militaire avec exécution de tous les soldats TUTSI par leurs collègues HUTU (le soulèvement de l'unité était dirigé par un officier HUTU);
- soulèvement téléguidé des populations rurales HUTU en Province de MURAMVYA contre leurs voisins TUTSI qu'ils attaquaient déjà à la machette.

Cette révolte fut matée par l'armée dont la composition ethnique était mixte. Les insurgés HUTU avaient pratiqué à cette occasion une violence gratuite à l'égard de personnes non concernées par le pouvoir ni de près, ni de loin.

C'est à partir de cette période qu'il apparût clairement aux TUTSI, jusqu'alors assez tolérants, que les extrémistes HUTU n'envisageaient le pouvoir autrement que de manière exclusive. Leurs méthodes barbares les persuadèrent, à tort ou à raison, que l'élite HUTU instruite avait choisi de gouverner après avoir exterminé tous les TUTSI.

Malgré le retour au calme, le MWAMI MWAMBUTSA IV se réfugia en Suisse. Il laissa de facto son trône vacant. Son fils, Charles NDIZEYE, rentra d'Europe et destitua son père. Il fut intronisé en septembre 1966 sous le nom dynastique de NTARE V et fut renversé à son tour par Michel MICOMBERO qui institua un régime républicain en novembre 1966.

3. L'évolution du problème ethnique sous la première République

Le Premier Gouvernement Républicain constitué par Michel MICOMBERO comprenait des TUTSI aux postes clefs mais également des HUTU considérés comme modérés et n'ayant pas été mêlés au complot de 1965. Malheureusement le virus de la division ethnique paraissait à ce moment comme inoculé à la société de façon irréversible. La faiblesse dans la conduite de l'Etat de Michel MICOMBERO ne pouvait qu'aggraver la situation. Elle encourageait l'éclosion de diverses luttes d'influence et l'échaffaudage de complots périodiques. C'est ainsi qu'en 1969 un premier complot HUTU fut déjoué de justesse avant sa mise à exécution. Comme en 1965 les plans des conjurés prévoyaient encore une fois d'exterminer les TUTSI. En 1971, ce fut le tour d'un complot dirigé par des TUTSI d'être déjoué. A la différence du précédent, ce dernier n'envisageait pas l'extermination d'une ethnie mais un simple changement au sommet de l'Etat.

En 1972, au mois d'avril, les HUTU récidivèrent en semant la terreur dans la capitale et dans de nombreuses autres régions situées dans le sud du pays. De par la nature des attaques, de leurs cibles humaines, la prise du pouvoir ne semblait pas être le seul but du massacre. Le but était aussi un génocide ethnique systématique. Les insurgés s'attaquaient à tous les TUTSI.

Une violente guerre civile s'ensuivit avec de nombreuses victimes des deux côtés.

Il est vrai qu'à cette époque, une partie des responsables TUTSI excédés par ces massacres à répétition, perpétrés par les HUTU dans le but d'exterminer les TUTSI, se laissèrent aller à une

répression très large de la rébellion et particulièrement à l'encontre des élites HUTU, qui l'avaient inspirée.

Bien que le nombre des victimes des affrontements ait été important en 1972, aucune estimation sérieuse n'a pu être établie. Dans pareilles circonstances, il est hélas très difficile d'effectuer des estimations pouvant correctement cerner la vérité. Mais les médias sont, en de telles circonstances, très friands de chiffres à lancer rapidement à leurs publics. Faute de mieux, ils utilisent, le plus souvent, le premier chiffre lancé par un farfelu ou une estimation "fantaisiste" que fournira le premier journaliste débarqué sur les lieux. Et c'est ainsi que circulent aujourd'hui comme des dogmes d'évangile, les chiffres de victimes de 1972, gonflés par des chasseurs d'actualité qui veulent impressionner leurs publics. Ces chiffres ont été repris systématiquement comme éléments de propagande par des groupes d'activistes en vue de sensibiliser les opinions publiques étrangères sur l'existence d'un soi-disant "plan d'extermination" des HUTU par les TUTSI.

Si l'on peut admettre effectivement que la guerre civile inter-ethnique et la répression de 1972 ont fait de nombreuses victimes parmi les HUTU, l'affirmation de l'existence d'un plan délibéré pour exterminer ces derniers relève de l'affabulation pure.

Aucun homme raisonnable ne peut cautionner pareille folie. Hormis les vifs ressentiments nourris par quelques extrémistes des deux bords, le reste de la population burundaise, appartenant aux deux ethnies, n'a jamais cessé de vivre en bonne intelligence, de se mélanger et de travailler ensemble.

Les groupuscules atteints par l'intolérance ethnique se retrouvent dans les régions affectées par la violence, et dans les élites intellectuelles extrémistes. Bien entendu le risque de contagion et d'extension ne doit pas être écarté. C'est pour cela que les pouvoirs publics doivent se préoccuper de l'attaquer à sa racine. En dépit de tout cela il y a le constat fondamental que les HUTU et les TUTSI du Burundi ont tissé des relations intimes multiséculaires.

Les quelques révoltes (même très violentes) observées dans notre histoire récente ne peuvent brutalement anéantir la volonté de coexister et de se réconcilier, volonté forgée par notre peuple pendant des siècles de vie en commun.

Le Burundi est une vieille nation que des violences passagères ne peuvent détruire.

Des situations de grave tension ont pu chaque fois être surmontées grâce au sursaut salutaire de l'ensemble du corps social qui réussissait à panser ses plaies et à rétablir l'unité momentanément compromise. Qu'on se souvienne par exemple du climat de rébellion qui prévalait à l'arrivée des Allemands dans le pays au début de ce siècle ! Des chefs de région étaient entrés en dissidence par rapport au pouvoir central du roi MWEZI GISABO.

En 1972, les responsables TUTSI ne purent éviter le débordement des représailles. Les extrémistes TUTSI cherchaient à "administrer une leçon" aux extrémistes HUTU partisans de la "solution finale", à savoir le massacre aveugle de la communauté tutsi.

Les TUTSI radicaux indiquaient clairement qu'ils étaient déterminés à lutter pour leur survie. Comme il arrive souvent dans des situations de guerre civile, de nombreuses victimes étaient dues à des exactions mal contrôlées par l'autorité. Le résultat des deux extrémismes fut malheureusement la radicalisation de l'antagonisme ethnique perpétué jusqu'à nos jours.

4. Affabulations et partis pris extérieurs

Il faut se demander pourquoi les médias et les centres de pouvoir, surtout belges, s'empressent chaque fois de dramatiser à outrance toute crise ethnique survenue au Burundi. En effet la plupart des médias et des organisations socio-politiques belges (en particulier celles d'obédience chrétienne) ont adopté, sur la question ethnique burundaise, un parti pris qui ne s'est jamais démenti depuis la fin de l'époque coloniale.

L'ancienne puissance coloniale s'est d'ailleurs toujours trouvée mêlée de près aux soubressauts ethniques du Burundi. Il en est résulté périodiquement des crises entre les deux pays depuis l'indépendance, acquise dans des conditions que la puissance tutélaire ne jugeait pas favorable à ses intérêts. Pour les milieux dirigeants et les organes de presse belges, le Burundi a, de tout temps, été considéré comme un mauvais élève en comparaison de l'élève modèle que représente son voisin du nord, le Rwanda.

La Belgique s'est toujours attachée à convaincre et à entraîner ses alliés occidentaux pour qu'ils se joignent à sa position partisane.

Certains alliés, surtout ceux qui connaissent peu le Burundi, lui ont tout de suite emboîté le pas; d'autres ont jusqu'à présent préféré juger par eux-mêmes en évitant de s'immiscer dans un problème intérieur d'un pays souverain. C'est cette dernière attitude qui est positive car elle permet, en ne jetant pas de l'huile sur le feu, de ne pas encourager des surenchères aussi extrémistes que stériles.

Le problème ethnique burundais, quoique difficile, reste en effet une question à résoudre par les Burundi eux-mêmes. Il s'agit d'un problème passionné où chaque interlocuteur croit que sa survie est menacée. Dans un contexte pareil, aucune solution durable ne peut venir de quelqu'un d'autre que des intéressés eux-mêmes. Pour favoriser cette solution, les vrais amis doivent se garder de jeter de l'huile sur le feu en encourageant les thèses extrémistes. Ils devraient favoriser la modération et le dialogue en adoptant une attitude de neutralité et en s'abstenant de toute immixtion dans les affaires intérieures d'un pays indépendant. Une quelconque immixtion risque en effet de compliquer davantage la recherche d'un compromis sur la question.

Quant à la solution, il faudrait que la population burundaise engage un véritable dialogue inter-ethnique pour la rechercher. Ce dialogue durera le temps qu'il faut et exigera un climat préalable de paix et de sérénité.

Quand la solution sera trouvée, la population burundaise devra la cautionner pour lui permettre d'être crédible avant de s'appliquer.

5. Les violences des extrémistes HUTU expliquent une certaine prépondérance des TUTSI au pouvoir.

L'obstacle principal, mais de taille, à une entente durable et profonde entre nos ethnies se trouve dans les positions extrémistes défendues depuis l'indépendance par certains intellectuels HUTU préconisant l'extermination physique de tous les TUTSI.

Effectivement, après chaque tentative de génocide, contre les TUTSI, ceux-ci ont eu des réactions d'auto-défense ! Celles-ci les ont amenés à renforcer petit à petit leur influence sur l'appareil de l'Etat et du Parti. Ces réactions conjoncturelles et motivées par une attitude d'auto-défense n'avaient à l'origine aucun

caractère délibéré ou doctrinaire. Elles restent donc réversibles si du moins les causes qui les ont suscitées cessent d'exister ou diminuent d'intensité. Il suffirait pour cela que les TUTSI aient le sentiment que les élites HUTU récusent définitivement le recours à la violence et à l'extermination ethnique.

Les extrémistes HUTU et leurs sympathisants étrangers stigmatisent fréquemment la domination du pouvoir par les TUTSI. Ce faisant ils justifient en même temps et par avance les exactions les plus condamnables qu'ils envisagent de commettre contre les TUTSI. On ne peut pas nier le fait qu'une certaine prépondérance des TUTSI ait prévalu depuis quelques années. Toutefois il s'agit d'une situation essentiellement induite par les tensions politiques et les troubles des vingt cinq dernières années et qu'il ne faut pas considérer comme normale et satisfaisante, même si les HUTU n'ont jamais été totalement exclus d'aucun secteur. Il y a eu certes une forte réduction de leur participation au pouvoir surtout après les drames de 1972. Cette réduction s'explique en grande partie par la disparition ou la fuite à l'étranger d'un grand nombre d'intellectuels Hutu suite à la répression et au climat d'insécurité qui avait prévalu alors.

Depuis quelques années un effort progressif et systématique pour rétablir cette participation à un niveau normal est observable dans tous les domaines. La domination de facto du pouvoir par les TUTSI a été donc une situation historique momentanée mais qui n'est pas figée et qui évolue vers un meilleur équilibre. Ce n'est pas le résultat d'un calcul délibéré ou d'un choix doctrinaire d'un groupe quelconque de TUTSI mais l'effet convergent de réactions graduelles d'auto-défense des TUTSI vis-à-vis des différentes tentatives des extrémistes HUTU pour les exterminer.

Cette situation a culminé juste après les affrontements de 1972, c'est-à-dire au moment où les événements venaient d'exacerber le sentiment d'insécurité chez les TUTSI qui avaient constaté encore une fois que les HUTU se servaient de leurs positions administratives pour tenter de les exterminer.

Chaque tentative des extrémistes HUTU contribuait ainsi à radicaliser les TUTSI en accroissant le sentiment de méfiance à l'égard de leurs frères HUTU. Les chefs de file de ces derniers ne se sont d'ailleurs jamais gênés pour prêcher haut et fort à leurs adeptes que tous les TUTSI devaient être exterminés tôt ou tard. Les TUTSI ont de leur côté pris ces appels au meurtre au pied de la lettre. Ils les ont souvent vérifiés à leur dépens.

Les différentes attaques sanglantes que les HUTU extrémistes ont perpétrées contre eux avaient fini par les convaincre de leur détermination. Ils savaient, qu'à la moindre occasion, ces prêches violents seraient traduits en actes. Cependant, au-fur-et-à-mesure que le temps passait et que l'accalmie durait, le sentiment de méfiance s'atténuait.

Aussi de plus en plus de cadres TUTSI rêvaient de réconciliation durable avec leurs frères de l'autre ethnie. Ce sentiment était d'autant plus sincère que chez des gens modérés, des amitiés et même des liens de parenté se tissaient de part et d'autre.

L'objectif de la réconciliation serait la participation de tous, sans discrimination ni réserve, au seul combat valable : la lutte contre la misère et le sous-développement.

Ceci implique que les sentiments d'appartenance et de référence ethnique soient bannis au profit d'un sentiment d'intégration nationale suivant lequel chacun reçoit et donne compte tenu de son seul mérite.

Mais voilà que les récents événements de NTEGA et MARANGARA réveillent brutalement ceux, HUTU ou TUTSI qui se caressaient un tel rêve !

De nouveau les élites HUTU extrémistes déterrent la hache de guerre et montrent qu'ils n'ont changé ni d'intention ni de méthodes. Le scénario reste également le même : inoculer la haine ethnique à leurs adeptes pour les lancer ensuite contre les familles TUTSI, presque toutes paysannes, en tuant tout le monde : hommes, femmes, enfants. Ces pratiques aveugles et répétées avec obstination finiront par persuader les TUTSI, même modérés, que les générations successives de HUTU, veulent s'assurer le contrôle du pouvoir, et ne veulent le faire qu'après l'exclusion politique définitive des TUTSI et, pire, après l'élimination physique de leur ethnie.

Bien entendu pour l'ensemble des TUTSI une telle prétention est aussi folle qu'inacceptable. Ils s'y opposeront sans doute par tous les moyens. Cette voie extrémiste écartée, les TUTSI ne voient aucun obstacle à collaborer avec les HUTU. Ils ne revendiquent absolument pas le droit de dominer le pouvoir ni encore moins celui de se l'approprier exclusivement.

Ils revendiquent simplement le droit de le partager avec leurs concitoyens à condition que personne ne cherche à s'en servir pour porter atteinte ni à l'intégrité physique ni aux intérêts légitimes de l'autre.

Le TUTSI est prêt à partager le pouvoir avec son frère HUTU si ce partage ne constitue pas une menace à sa sécurité.

Remarquons que même sous les deux derniers régimes où les TUTSI étaient majoritaires au pouvoir, ces derniers ont prouvé qu'ils n'entendaient nullement exterminer leurs concitoyens HUTU. En dehors des périodes de troubles que les HUTU ont toujours provoqués, les populations de cette ethnie n'ont jamais fait l'objet ni de sévices, ni d'atteintes à leur sécurité, ni de traitements délibérément discriminatoires. Au contraire, étant les plus nombreuses elles ont largement bénéficié des efforts de développement et des mesures socio-économiques diverses en particulier celles qui visent à l'amélioration du niveau de vie en milieu rural. Contrairement à d'autres pays où des problèmes similaires existent, les pouvoirs burundais n'ont jamais envisagé ni appliqué de numéris clausus. Ils n'ont pas édicté de lois ou règlements sélectifs dans aucun domaine. Ils ont au contraire conçu et mis en œuvre des politiques de promotion sociale d'un certain progressisme et en ont fait bénéficier de façon très large aux Burundi des deux principales ethnies.

Ils ont adopté des mesures socio-économiques de portée globale qui ne prenaient en compte que des critères sociaux objectifs. Ce qui est vrai, après les tentatives de génocide contre les TUTSI par les HUTU en 1965 - 1969 et 1972, et après leurs échecs, c'est que les élites TUTSI, sans être exclusives, sont devenues plus circonspectes dans leur collaboration avec leurs homologues HUTU qui leur donnent de plus en plus l'impression de vouloir les poignarder dans le dos.

Dès que les élites HUTU arrivent à des positions où elles se sentent en effet assez fortes, elles s'empresent de nouer des alliances étrangères et d'échaffauder des complots visant à éliminer leurs frères TUTSI.

Il n'est pas exact d'affirmer, comme on l'entend dire souvent, que les régimes en place au Burundi sont discriminatoires ou injustes vis-à-vis des HUTU dans leur ensemble. La majorité de la population est encore malheureusement dominée par les couches rurales défavorisées. Cette majorité rurale regroupe des TUTSI comme des HUTU. Les uns et les autres ne ressentent aucune différence dans la façon dont le pouvoir les traite. Au contraire les ressources de ces dernières années avaient été réparties de telle manière qu'une

certaine préférence et une prospérité relative soient assurées à ces populations dans le contexte économique burundais où les moyens sont malgré tout très modestes.

Il est regrettable que ces améliorations n'aient pas été perçues comme des signes de bonne volonté et incité les élites HUTU à en favoriser le processus par davantage de modération.

La Troisième République instaurée depuis un an par le Major Pierre BUYOYA est porteuse d'espoir pour la réconciliation et l'unité nationale. Son avènement constitue un élément d'accélération du processus déjà amorcé pour revenir à un partage du pouvoir équilibré entre les deux ethnies. Pourquoi les extrémistes HUTU s'acharnent-ils contre un régime qui commençait à trouver les solutions à leurs revendications ?

6. Efforts et promesses de la troisième république sur la question de l'unité nationale.

A l'avènement de la Troisième République, le problème de l'unité nationale se trouvait en situation de blocage à l'instar d'autres questions socio-politiques. L'impasse politique, sociale et économique qui caractérisait les dernières années de la Deuxième République avait peu à peu conduit le régime à une crise qui favorisait la résurgence de toutes sortes de tensions. Les nombreuses inimitiés internes et externes, que l'ex-président BAGAZA s'était attirées à cause de son intransigeance, avaient poussé ses adversaires à réveiller et à entretenir un nouvel activisme politico-ethnique chez les HUTU extrémistes réfugiés à l'étranger notamment en Occident et dans les pays voisins.

Les ennemis du régime de la Deuxième République voulaient manifestement faire de ce regain de tension ethnique un cheval de bataille destiné à ternir l'image du régime tout en le minant par des divisions internes.

Le travail d'intoxication ethnique commencé dans les milieux des réfugiés HUTU de l'étranger a fini par atteindre certains groupes d'intellectuels et certaines régions frontalières où des matériels de propagande étaient introduits à partir des pays voisins.

C'est de cette situation de relatif pourrissement que la Troisième République a hérité au lendemain du 3 septembre 1987. Les nouvelles autorités ne se sont pas contentées de prendre acte de ce diagnostic. Conscientes du danger qu'un tel état de choses pouvait représenter à terme pour la paix civile et l'avenir de la nation, elles furent déterminées à prendre les mesures qui convenaient pour affermir la paix et l'unité des Burundi. Lors de ses tournées dans le pays, le Président BUYOYA écouta attentivement et nota de nombreuses critiques et doléances que les citoyens de toutes ethnies formulaient au sujet de l'unité nationale.

Ces critiques déploraient surtout les défaillances du régime de la Deuxième République et sa perte de crédibilité en matière de recherche impartiale de l'unité nationale.

Le Président BUYOYA promit de réserver à ce problème majeur toute l'attention qu'il mérite et, pour commencer, de cesser d'en faire un sujet tabou et de l'aborder de front pour qu'il puisse trouver une juste solution.

Homme conséquent et fidèle à la parole donnée, le Président démontra aussitôt par ses premières décisions que le message avait été bien compris et qu'il était décidé sans délais à passer des promesses aux actes concrets.

C'est ainsi que pour les nombreuses nominations qui devaient intervenir au début du régime, on remarqua qu'un effort spécial était fait pour accroître de façon très sensible la participation des HUTU aux hautes responsabilités dans tous les secteurs de la vie nationale. Il s'agissait là de gestes initiaux significatifs de la bonne volonté du régime pour corriger les déséquilibres consécutifs aux luttes intestines héritées des régimes passés. Cet effort de correction a été suffisamment perceptible pour soulever des murmures et des critiques, en particulier dans quelques milieux TUTSI, qui considéraient que le pouvoir allait trop loin ou trop vite. Ils lui reprochaient notamment de privilégier le souci d'équilibre en faveur d'une ethnie sur les critères, d'après eux plus objectif, de l'engagement politique et de la compétence professionnelle.

Ceci illustre combien il est difficile de plaire aux uns sans déplaire aux autres.

Malgré ces critiques, le leader de la Troisième République, pour qui ces gestes n'étaient qu'un prélude à une politique de grande envergure en faveur de l'unité nationale, s'apprêtait à aller plus loin. Un certain nombre d'engagements politiques précis furent pris à cet effet. Le plus solennel a été la déclaration du Comité Militaire pour le Salut National dans laquelle le pouvoir s'engageait de mener une étude approfondie en vue de trouver une solution juste et durable au problème de l'unité nationale.

Saisissant la balle au bond, le Parti UPRONA et ses mouvements intégrés, qui rassemblent les deux ethnies, inscrivirent le problème à l'ordre du jour de leurs débats politiques en vue de contribuer à la recherche des solutions durables et équitables.

Ceci montre que, dans le contexte d'une dynamique de concertation et de dialogue retrouvée avec l'avènement de la Troisième République, la question de l'unité nationale faisait déjà l'objet d'un débat serein et démocratique à divers niveaux.

Mené d'abord de façon informelle et pragmatique, ce débat allait s'élargir avant que les instances compétentes n'en tirent des conclusions. En complément aux actions correctives engagées au-jour-le-jour, la situation devait à terme déboucher inévitablement sur la satisfaction des attentes formulées par l'aile modérée de l'intelligentsia HUTU favorable au partage du pouvoir et hostile aux solutions de violence pratiquées par l'aile extrémiste.

Il est malheureux de constater que l'amorce de ce processus de dialogue qui devait normalement conduire à une coexistence ethnique plus sereine et à l'espérance d'une solution acceptable pour tous, n'a pas dissuadé les HUTU extrémistes d'embraser encore une fois le pays. Ni l'esprit d'ouverture et de tolérance, ni la recherche de dialogue, ni les efforts d'un meilleur équilibre dans les emplois supérieurs n'ont pu convaincre ces inconditionnels de la guerre totale entre les ethnies. Pendant que le pouvoir élaborait et affinait sa stratégie de l'unité basée sur la réconciliation, les élites HUTU extrémistes mettaient au point la stratégie de la division basée sur l'inoculation de la haine et l'incitation au massacre.

Il s'agit là de deux thèses à l'évidence irréconciliables. Le peuple burundais et ses amis devraient pouvoir reconnaître sans difficulté où se trouve son intérêt véritable.

Il n'est sûrement pas dans la haine, dans la division ou dans le massacre. Pour s'en convaincre il n'y a qu'à voir le spectacle désolant des régions sinistrées de NTEGA et MARANGARA dont les extrémistes ont réussi

à manipuler la population et de comparer leur sort avec la sérénité qui règne dans les régions qui ont su garder le calme comme le Gouvernement et le Parti les y exhortaient.

Qu'une société humaine soit marquée par quelques injustices et cherche ensuite à les résoudre, quoi de plus normal ? Malheureusement une fraction de l'élite de cette société s'ingénie à lui imposer la solution de l'autodestruction alors que des solutions pacifiques sont possibles.

Certains de ceux sur qui le pays devrait pouvoir compter pour son développement cherchent au contraire cyniquement, sa perte, et mobilisent la Communauté internationale pour qu'elle soit témoin (voire complice) de leur forfait.

7. Quel projet de société les auteurs des massacres de NTEGA et MARANGARA proposent-ils aux Barundi ?

Les massacres survenus au mois d'août 1988 dans les communes de NTEGA et MARANGARA procèdent de la logique ethnique qui était déjà à la base de ceux de 1965 et de 1972.

Ce qui est nouveau aujourd'hui c'est que l'opinion publique internationale a pu percevoir elle-même la responsabilité des HUTU extrémistes dans le déclenchement des dernières hostilités. Elle a pu également constater la cruauté avec laquelle les villageois TUTSI ont été massacrés. Certes, la même opinion fait par ailleurs preuve de complaisance excessive avec les insurgés HUTU, auteurs de massacres, et concentre sa réprobation sur l'intervention de l'armée que l'autorité politique avait pourtant réussi, cette fois-ci, à contenir dans les limites strictes du rétablissement de l'ordre public.

Mais la différence avec ce qui s'est passé en 1965 et en 1972 ne s'arrête pas là.

Les massacres d'août 1988 ont été perpétrés dans un environnement social et politique aux antipodes de celui qui régnait lors des événements précédents. En 1988 le pays et le nouveau pouvoir politique viennent de vivre un an d'un véritable état de grâce.

Le climat était très propice à la recherche de solutions pacifiques aux divers problèmes que se posait la société. Le débat politique battait son plein sur tous les sujets. L'autorité politique se montrait avisé, et respectueuse des libertés publiques. En un temps record, le régime, venait de débloquer des situations conflictuelles que le pouvoir politique précédent avait accumulées à l'intérieur comme à l'extérieur.

Une attitude très constructive avait été adoptée par le nouveau pouvoir vis-à-vis de la question de l'unité nationale, en particulier dans son souci de régler d'une manière progressive et définitive tous les problèmes créés périodiquement par les rivalités ethniques. Dans ce cadre, un appel solennel avait été lancé aux réfugiés HUTU pour qu'ils reviennent participer à la reconstruction de leur pays.

Des prises de positions associées à d'autres mesures constituaient un gage supplémentaire de la ferme volonté de s'engager vers la recherche de solutions justes et durables aux revendications dont les réponses semblaient encore difficiles dans l'immédiat.

Or, pendant ce temps, les intellectuels HUTU extrémistes s'activaient de plus belle depuis l'étranger. Ils intensifiaient même la campagne de subversion par des tracts et lançaient des appels à la révolte et au massacre ethnique !

Pourquoi donc ces activistes HUTU continuent-ils à s'agiter, alors que le processus en cours allait sponta-

nément dans le sens des revendications proclamées, à savoir une plus grande participation dans la direction des affaires du pays ?

L'explication la plus plausible est qu'ils ne voulaient absolument pas perdre le bénéfice du courant de sympathie dont leur "cause" jouissait dans certaines couches de l'opinion occidentale. Cette dernière a été amenée par une habile campagne de manipulation à faire l'amalgame entre la maladroite politique anticléricale de l'ex-Président BAGAZA et les revendications extrémistes de pseudo-intellectuels HUTU dont le credo de base tient en réalité en trois mots : "extermination des TUTSI". De quelle façon veulent-ils s'y prendre ? Exactement comme il y a 16 ans : faire faucher, par une foule d'adeptes surexités, tous les TUTSI quelle que soit leur condition sociale.

Quel est l'objectif de cette extermination ? Récupérer et s'approprier les postes et les positions sociales occupés par les élites TUTSI.

Il est désolant que, 16 ans après, le comportement de ces "révolutionnaires ethniques" ne présente aucun signe de progrès, ni dans leur maturité politique, ni dans leur sensibilité humaniste. Très curieusement cependant, ces gens dont la haine et les méthodes sont aussi tenaces que primitives, trouvent facilement des sympathisants parmi les intellectuels se réclamant des courants de pensée les plus humanistes de l'Occident !

Cette attitude conduit à une impasse et ruine tout effort visant à la recherche d'une solution raisonnable au problème politico-ethnique qui mine la société Burundaise.

En effet les étrangers favorables aux extrémistes HUTU sont, soit partisans soit mal informés. Ils soutiennent cette cause sentimentalement et inconditionnellement sans jamais prendre la peine de faire une analyse critique du contenu humain et social de la doctrine, d'extermination qui sous-tend leurs revendications.

En agissant de la sorte, ces courants favorisent la radicalisation des positions extrêmes. Il est navrant de constater que depuis 20 ans, les groupes d'exilés HUTU et leurs sympathisants étrangers ne trouvent encore rien de mieux à proposer comme projet de société au peuple burundais que l'exclusion politique et l'extermination d'une partie de sa population. Se sont-ils jamais préoccupés de ce qu'il adviendra de cette société quand ils l'auront ainsi amputée ? Savent-ils seulement si elle parviendra à surmonter ce traumatisme. Ils n'y prennent sûrement pas garde car, habités par une idée fixe, ils ne rêvent qu'à reproduire au Burundi un modèle de société issu d'une révolution qui a installé au pouvoir une majorité exclusive utilisant un critère ethnique désuet.

Voilà pourtant plus de 30 ans que ce régime à "majorité ethnique" de leur préférence préside aux destinées d'un pays dont la société est toujours malade d'une minorité ethnique qu'elle n'est pas parvenue à intégrer.

Il faut surtout que les extrémistes HUTU qui rêvent de devenir nos maîtres de demain se préparent mieux aux responsabilités qu'elles ambitionnent en prenant d'abord conscience, que deux nations différentes, ne peuvent jamais adopter des démarches identiques. Même si nos populations ont une composition sociale et culturelle analogues, la société burundaise de 1988 est loin de ressembler à la société rwandaise de 1959 !

8. Les Barundi constituent un peuple homogène et uni depuis des siècles.

Le Burundi de nos ancêtres n'était sans doute pas une société parfaite. Il a survécu, à des crises et à des violences sanglantes.

Ces dernières ne résultaient pas cependant d'un quelconque antagonisme entre HUTU et TUTSI mais étaient la conséquence de rivalités et de conflits d'intérêt entre des Princes ou des notables de l'époque.

Les HUTU et les TUTSI participaient effectivement au pouvoir sous le contrôle des Bami (Rois) et de leurs descendants.

Lorsque des étrangers s'intéressent ou cherchent à comprendre les problèmes actuels du Burundi, ils avancent presque toujours des explications puisées dans des textes répandus de par le monde mais qui rendent compte de la réalité sociale burundaise de façon aussi erronée que subjective. Ceci est dû aux effets ravageurs des clichés sociaux et des pseudo-théories historiques échauffées et livrées par les premiers auteurs européens qui écrivaient sur le Burundi à l'époque coloniale. Les écrits de ces auteurs ont été repris et propagés à travers le monde avec des aberrations résultant d'idées préconçues et d'interprétations aussi sommaires que subjectives.

C'est ainsi que beaucoup croient que nos conflits s'expliquent par des différences morphologiques entre les HUTU et les TUTSI.

Il n'en est rien.

- Comment les HUTU et les TUTSI appartiendraient-ils à deux ethnies et à deux classes sociales irrémédiablement distinctes alors qu'ils partagent une seule langue, une même culture et des moeurs identiques; alors qu'ils vivent entremêlés, depuis des siècles, sur des terres qu'ils exploitent dans les mêmes conditions sociales et avec des méthodes identiques ?
- Comment peuvent-ils être, dans ces conditions, de deux races différentes ?

A cet égard nombreux sont les clichés et les stéréotypes qui ont circulé à travers le monde en accréditant la dualité de race et de là, la différence d'origines entre les HUTU et les TUTSI. → !

On a couronné le tout par deux portrait-robots représentant un HUTU et un TUTSI standards avec des traits antinomiques. Le faciès, la taille, le teint de la peau, les prédispositions naturelles... presque tout y est passé pour démontrer que si l'un avait tel trait, l'autre ne pouvait avoir que le trait inverse. Cette construction raciale ne révèle bien évidemment que d'une idéologie et d'un imaginaire totalement subjectifs. Le HUTU et le TUTSI décrits par ces clichés immuables se retrouvent rarement dans le paysage familial aux Barundi. Ces clichés inventés pour correspondre à des à priori idéologiques ne sont confirmés par aucune enquête socio-anatomique et n'étaient fondés sur aucune approche scientifiquement acceptable. Ils ont été répandus pour accréditer, contre tout bon sens, l'idée que les HUTU et les TUTSI appartiennent à deux races différentes, définitivement antagonistes. Il serait très hasardeux d'affirmer d'emblée, sur la base de ces critères anatomiques, si un burundais rencontré pour la première fois est un HUTU ou un TUTSI. Pour pouvoir le reconnaître comme tel, sans risque d'erreur, il faut souvent être un proche, un ami ou un voisin c'est-à-dire pouvoir disposer d'informations intimes sur l'individu. En effet, les traits anatomiques des HUTU et ceux des TUTSI se recourent très souvent.

Comment en serait-il d'ailleurs autrement, dans une population où les uns et les autres se cotoient depuis des siècles.

Du reste, soutenir la thèse de deux races dans ces conditions reviendrait à nier les multiples unions mixtes, entre les deux composantes de la société burundaise.

Ce qui précède nous amène à contester avec vigueur la validité et la pertinence de la théorie utilisée dans les explications en vogue à l'étranger sur l'origine de la distinction des Burundi entre les deux catégories "HUTU et TUTSI" et partant, sur les causes de leurs affrontements actuels.

Le HUTU et le TUTSI n'appartiennent ni à deux classes sociales, ni à deux ethnies ni à deux races différentes. Ils se reconnaissent et se réclament de leurs catégories de familles respectives.

C'est ainsi que chaque Burundais grandit avec la conscience d'être rattaché à une catégorie précise. Cette conscience, pourtant séculaire, ne créait entre le HUTU et le TUTSI aucune difficulté de coexistence particulière dans le passé. Au contraire ils éprouvaient une même solidarité à défendre un patrimoine commun. Les difficultés de cohabitation ne surgirent que tardivement. Elles ne sont perceptibles que depuis un quart de siècle et doivent être considérées comme le fruit d'un travail de sape amorcé depuis près de 50 ans par le colonisateur et mené ensuite patiemment et obstinément pour s'opposer aux revendications nationalistes de l'indépendance.

Le colonisateur fondait son action néfaste sur les clichés raciaux déjà évoqués et dont la base théorique était fournie par les écrits que nous avons rappelés plus haut.

A l'approche de l'indépendance, cela ne l'a pas empêché de chercher à se rapprocher des HUTU qu'il avait délaissés et méprisés pendant la période coloniale. Changeant alors son fusil d'épaule, l'occupant offrait à quelques unes de leurs élites de les aider à prendre le pouvoir en échange du maintien de son influence sur le régime qui serait issu de l'indépendance.

En dépit de ces tentatives, le colonisateur ne réussit pas à instaurer au Burundi un pouvoir HUTU à sa dévotion comme il était parvenu à le faire au RWANDA, trois années auparavant.

Malgré cet échec le germe de la désunion était déjà planté car les élites qui gouvernèrent le pays après l'Indépendance ne tardèrent pas à cristalliser leurs rivalités autour d'une opposition qui, recoupait leurs catégories d'appartenance (HUTU et TUTSI).

La plupart des étrangers qui, dans les événements actuels, soutiennent les uns ou condamnent les autres n'ont de la société Burundaise qu'une connaissance acquise à partir de clichés et d'interprétations déformées par des idées préconçues et une stratégie coloniale de domination.

Nombreux sont ceux qui n'admettent pas la réalité d'un peuple uni et homogène qu'on s'est évertué à manipuler et à diviser en vain pendant des décennies. Très peu connaissent l'origine et l'évolution du conflit "ethnique" burundais. Ils ne réalisent pas la responsabilité du colonisateur, directe ou indirecte, dans la genèse et l'entretien de ces "antagonismes" censés conduire à

une nouvelle "révolution" sanglante et à un second pouvoir dominé par une "majorité ethnique" semblable à celle qui régit notre voisin du nord.

Les pouvoirs successifs qui ont gouverné dans l'empire colonial assument "cette cause révolutionnaire". De puissants lobbies influents électoralement lui ont toujours accordé un parainage et un soutien sans faille.

Ils font en sorte que le feu qu'ils ont allumé ne s'éteigne pas et que les formations politiques belges y demeurent sensibles.

C'est la bienveillance des forces favorables à leur "cause" qui explique l'arrogance et la longévité des groupes de réfugiés HUTU activistes. C'est cela qui explique également leur capacité de fomenter des complots et de provoquer des troubles dans le pays. C'est enfin ce qui leur donne les moyens de mobiliser l'opinion internationale en leur faveur malgré la nature condamnable de leurs forfaits et le caractère inadmissible d'une stratégie basée sur l'extermination d'une composante du peuple burundais.

C'est ce bastion d'agitation basé dans l'ex-métropole qui cherche à s'étendre en créant, par la violence et la haine, de nombreux foyers d'activisme en particulier parmi les colonies de réfugiés qui se forment dans les pays voisins après chaque épisode de troubles.

9. Conclusion

Nous devons dorénavant opposer la stratégie de l'union à celle de la haine et de la division. Force est de constater que notre peuple a su tenir bon malgré les manœuvres coloniales et la violence des coups et des campagnes de déstabilisation qu'il a encaissées.

Ceci témoigne avec éloquence de la solidité de son unité et de la force de cohésion de ses composantes sociales. On ne s'expliquerait pas autrement comment ce peuple a pu résister aussi longtemps si, comme on l'a prétendu, il portait naturellement en lui les germes d'une division sociale ou ethnique irréversible. Si cela était le cas, aurait-il déjoué des manœuvres de division d'un colonisateur tout puissant et omniprésent et surmonté sans voler en éclats des chocs comme ceux de 1965 - 1969 - 1972 et dernièrement de 1988 ?

Mais il est temps que nous prenions sérieusement conscience. Tous ces coups laissent chaque fois des blessures qui pourraient bientôt se transformer en brèches ouvertes, difficiles à colmater, et nous mener tout droit vers l'abîme.

Les élites HUTU et TUTSI qui s'entendaient bien dans le passé et s'entre-déchirent aujourd'hui en sont arrivées petit à petit à ces extrémités à cause de la suspicion et de la haine.

Leurs rivalités ont fait le jeu de ceux qui ne demandaient qu'à les diviser. Aujourd'hui une partie de ces élites veut conduire le pays vers le gouffre. Elle a fait le jeu d'extrémistes par lesquels ces élites se sont laissées entraîner. Ce faisant elles n'ont pas agi dans l'intérêt du peuple. Celui-ci veut rester uni comme il l'a démontré à plusieurs reprises. C'est pourquoi les patriotes HUTU et TUTSI devraient réagir avec vigueur en opposant ensemble un front encore plus uni à ces tentatives de sape auxquelles l'immense majorité d'entre eux a déjà résisté.

Quant à nous l'élite, il est temps que nous redevenions le bon exemple en cessant de passer pour l'âme damnée de notre peuple.

Souvenons-nous que c'est à lui que nous devons tout. Nous devrions cesser d'être son fossoyeur et le vivier où se recrutent des extrémistes irréconciliables pour ne plus devenir que la pépinière où se recruteront les champions de son unité.

Nous devrions servir de référence à la modération et de remparts contre la division.

Si nous ne faisons pas cela, nous verrons notre unité de plus en plus dépérir et notre société évoluer inéluctablement vers la guerre, l'éclatement et la ruine. Si nous laissons la situation s'empirer et évoluer vers le désastre, nous y perdrons tous, HUTU et TUTSI confondus.

Nous n'avons donc aucun intérêt à cette logique de l'autodestruction vers laquelle mènent la division, la haine et le culte du meurtre.

Souvenons-nous des valeurs du "BUSHINGANTAHE" qui ont toujours préservé le Burundi dans les moments difficiles et puisons-y les ressources morales.

Nous n'avons rien à gagner à nous enfoncer dans le pessimisme, à ressasser l'esprit de revanche et le ressentiment. Partageons la responsabilité collective d'avoir géré mal notre société dans le passé, d'avoir sottement prêté l'oreille aux sirènes de la haine et de la division. Nous sommes collectivement responsables des maladresses qui nous ont conduit où nous sommes aujourd'hui. Au lieu de chercher à nous accuser mutuellement et à gagner nos procès par machettes, fusils et médias interposés, en prenant à témoin de mauvais juges qui, au lieu de nous rapprocher, élargissent le fossé qui nous sépare, nous devrions courageusement accepter d'enterrer pour toujours "la hache de guerre" avec nos morts d'août 1988.

Il y aura certes après ces retrouvailles de nombreux litiges à régler mais nous les réglerons mieux et plus vite par le dialogue, la modération et la volonté réciproque de réconciliation. Ainsi nous aurons remporté une seconde victoire après celle acquise ensemble le 18 septembre 1961 sur des forces coalisées contre notre liberté et déjà prêtes à nous diviser.

Sans cette seconde victoire l'indépendance pour laquelle nos aînés ont tant combattu, pour laquelle son leader et certains de ses compagnons furent persécutés et mis à morts, resterait, entre nos mains, un héritage fragile et indigne de nous. Allons-nous relever le défi et rester dignes de nos ancêtres qui ont toujours eu un sursaut de courage, lequel a permis de sauver la patrie à plusieurs reprises ?

Allons-nous ployer l'échine et faire prendre à notre génération la responsabilité historique d'avoir été celle qui aura laissé le pays sombrer dans la tempête de nos querelles ?

Il appartient à l'élite intellectuelle burundaise de répondre de façon responsable à cette interrogation. Car c'est l'élite qui est interpellée et que l'histoire jugera. Les amis des Burundi ne devraient l'encourager que dans la voie de la paix et du dialogue et non dans celle de l'extrémisme. C'est la voie du dialogue et de la modération que les dirigeants de la Troisième République avaient choisie bien avant les événements du mois d'août 1988. C'est encore elle qu'ils se sont engagés à suivre après ces événements. Ceux qui veulent la paix et la concorde ne peuvent que les épauler et marcher avec eux dans cette voie.

Bujumbura, Novembre 1988.